

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/LIC/M/4

9 décembre 1996

(96-5097)

Comité des licences d'importation

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 23 OCTOBRE 1996

Président: M. Jan Michalek (Pologne)¹

1. Le Comité des licences d'importation a tenu sa quatrième réunion le 23 octobre 1996.
2. L'ordre du jour ci-après, qui était proposé dans l'aérogramme WTO/AIR/451, a été adopté:

	<u>Page</u>
A. Points convenus au sujet des procédures d'examen des notifications	2
B. <u>Notifications</u>	
a) Invocation de la note de bas de page n° 5 relative à l'article 2.2 par les pays en développement Membres	3
b) Notifications au titre des articles 1.4 a) et/ou 8.2 b)	3
c) Notifications au titre de l'article 7.3 de l'Accord	4
d) Notifications au titre de l'article 5 de l'Accord	5
C. Simplification des prescriptions concernant les données et normalisation des modes de présentation	5
D. Procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents de l'OMC	6
E. Rapport à la Conférence ministérielle de Singapour	6
F. Premier examen biennal de la mise en oeuvre et du fonctionnement de l'Accord au titre de l'article 7.1	8
G. Dates provisoires des réunions du Comité en 1997	9

3. Le Président a fait observer que, conformément à ce qui avait été convenu à la troisième réunion tenue le 8 mars 1996 (G/LIC/M/3, paragraphe 1), le FMI, la CNUCED et la Banque mondiale avaient

¹M. Jan Michalek, Vice-Président du Comité, a assuré la présidence en remplacement du Président, M. Calson Mbegabolawe (Zimbabwe).

été invités à assister à cette réunion sur une base *ad hoc*. Il a proposé qu'en attendant la fin des consultations menées par le Président du Conseil général au sujet de l'application des Lignes directrices concernant le statut d'observateur auprès de l'OMC des organisations internationales intergouvernementales, les organisations susmentionnées soient également invitées, à la réunion suivante, en qualité d'observateurs sur une base *ad hoc*.

4. Le Comité en est ainsi convenu.

A. Points convenus au sujet des procédures d'examen des notifications

5. Le Président a rappelé qu'à sa réunion du 8 mars 1996, le Comité avait brièvement examiné une proposition de M. Mbegabolawe concernant la manière de traiter les questions de fond en rapport avec les notifications présentées au titre de l'Accord et était convenu de revenir sur cette question à la présente réunion en se fondant sur un projet de texte révisé (G/LIC/M/3, paragraphes 7-9). Le Comité avait de nouveau abordé la question lors d'une réunion informelle, le 1er octobre 1996. Un texte révisé tenant compte des observations formulées par les délégations lors des réunions formelle et informelle avait été distribué sous la cote G/LIC/W/6 pour que le Comité l'examine. Ce texte était libellé comme suit:

"Le Comité a examiné le sujet des questions de fond en rapport avec les notifications sur les procédures de licences d'importation qui pourraient être soulevées par les membres et a défini les points convenus ci-après: "Sur la base de l'article 4 de l'Accord, il a été reconnu que les Membres pourraient exprimer leurs vues sur les notifications concernant les procédures de licences d'importation que prévoyaient divers articles de l'Accord et demander les éclaircissements nécessaires aux autres Membres sur les questions se rapportant à l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Il a néanmoins été convenu que ces vues et demandes d'éclaircissements devaient être communiquées, par écrit, aux délégations concernées, et des copies adressées au Secrétariat pour information, de préférence 21 jours mais au moins dix jours ouvrables avant la réunion à laquelle elles seraient présentées. Les réponses aux questions devaient également être communiquées aux délégations ayant soulevé les questions, par écrit, et des copies adressées au Secrétariat pour information. Le Secrétariat distribuerait les questions et réponses ainsi reçues.""

6. Le Comité a approuvé le texte révisé, reproduit dans le document G/LIC/W/6.²

7. Le représentant du Canada a informé le Comité que les réponses aux questions posées par l'Australie, les Communautés européennes et les Etats-Unis à la dernière réunion au sujet des réponses au questionnaire présentées par son pays seraient prochainement communiquées, par écrit, aux délégations et au Secrétariat.

8. Le Président a informé le Comité qu'à la suite de la demande d'éclaircissements présentée par les Etats-Unis à la dernière réunion au sujet des réponses au questionnaire communiquées par plusieurs pays (Barbade, Canada, Chypre, Costa Rica, Equateur, Inde, Hong Kong, Norvège et Maurice), l'Australie et les Communautés européennes avaient également demandé des éclaircissements sur les notifications présentées par certains pays au titre de l'article 7.3. Les questions de l'Australie portaient sur les réponses au questionnaire communiquées par la Barbade, le Canada, le Costa Rica, l'Inde, Malte et Maurice et celles des Communautés européennes avaient trait aux notifications présentées par le Canada, le Costa Rica, l'Inde et la Norvège. Des copies de ces demandes d'éclaircissements avaient été adressées au Secrétariat pour information. Des copies des réponses de l'Inde, de Malte et de Maurice

²Le texte approuvé a été ultérieurement distribué sous la cote G/LIC/4.

aux questions de l'Australie, des réponses de l'Inde et de la Norvège aux questions des Communautés européennes et des réponses de Malte et de la Norvège aux questions des Etats-Unis avaient également été adressées au Secrétariat pour information. Se fondant sur la décision que le Comité venait de prendre, le Président a proposé de demander au Secrétariat de distribuer dorénavant aux Membres, pour information, toutes les questions et réponses qui lui auront été communiquées.

9. Le représentant du Japon a prié le Secrétariat de distribuer les questions et réponses qu'il avait déjà reçues depuis la dernière réunion.

10. Le Comité en est ainsi convenu.

B. Notifications

a) Invocation de la note de bas de page n° 5 relative à l'article 2.2 (application différée de certaines dispositions) par les pays en développement Membres

11. Le Président a informé le Comité que, depuis la dernière réunion, deux autres pays en développement Membres, le Cameroun et les Emirats arabes unis, avaient invoqué les dispositions permettant de différer l'application des prescriptions des alinéas a) ii) et a) iii) de l'article 2.2 de l'Accord ce qui portait à 24 le nombre de pays en développement ayant invoqué ces dispositions (G/LIC/1/Add.3).

12. Le Comité a pris note de l'invocation de ces dispositions par le Cameroun et les Emirats arabes unis.

b) Notifications au titre des articles 1.4 a) et/ou 8.2 b) (publications et/ou législation)

13. Le Président a dit que, depuis la dernière réunion, le Secrétariat avait reçu des notifications au titre des articles 1.4 a) et/ou 8.2 b) des 19 Membres suivants: Australie, Barbade, Chili, Chypre, Communautés européennes, Hong Kong, Jamaïque, Malte, Maroc, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Pakistan, Roumanie, Swaziland, Turquie, Ouganda, Etats-Unis, Uruguay et Zimbabwe. Ces notifications étaient distribuées dans la série G/LIC//N/1/-. La Norvège et les Etats-Unis avaient également fait parvenir au Secrétariat une notification au titre des articles 1.4 a) et/ou 8.2 b). Des exemplaires des publications et des lois et règlements mentionnés dans les notifications pouvaient être consultés au Secrétariat. Par ailleurs, Hong Kong, la Hongrie et Singapour avaient récemment présenté des notifications sur leurs publications et leur législation. Le Président a proposé d'examiner les notifications de ces trois Membres à la réunion suivante. Des exemplaires des publications et des lois et règlements qu'ils avaient communiqués pouvaient être consultés au Secrétariat.

14. Le Président a fait remarquer que l'application des procédures de notification au titre des articles 1.4 a) et 8.2 b) laissait à désirer. Sur les 125 Membres que comptait l'Organisation, 30 seulement (les Communautés européennes et leurs Etats membres comptant pour un) avaient notifié des publications et des lois et règlements; les 80 autres Membres n'avaient pas présenté de notification au titre de ces dispositions alors qu'ils auraient dû le faire avant la date limite du 12 janvier 1996 fixée par le Comité. L'Administrateur du Répertoire central des notifications avait pourtant écrit aux Membres pour leur rappeler leurs obligations de notification et avait fourni à chaque Membre des précisions sur les notifications qui n'avaient pas été présentées en 1995 et sur celles qui devaient l'être pour 1996. Le Président a prié instamment les Membres qui n'avaient pas encore fourni de renseignements sur leurs publications et sur leurs lois et règlements concernant les procédures de licences de présenter leurs notifications sans plus tarder.

15. Le Comité a pris note des notifications présentées.

c) Notifications au titre de l'article 7.3 de l'Accord (réponses au questionnaire sur les procédures de licences d'importation)

16. Le Président a informé le Comité que, depuis la dernière réunion, 12 Membres avaient communiqué des réponses au questionnaire: Australie, Chili, Chypre, Hong Kong, Hongrie, Maroc, Nigéria, Norvège, Pérou, Roumanie, Turquie et Uruguay. Ces notifications avaient été distribuées dans la série G/LIC/N/3/-. Le Secrétariat avait aussi reçu des notifications du Japon et de Singapour qui seraient examinées à la réunion suivante. La situation eu égard aux notifications au titre de cette disposition était tout aussi décevante que dans le cas des notifications concernant les publications et la législation. A ce jour, sur les 125 Membres de l'Organisation, 25 seulement avaient répondu au questionnaire. Les 100 autres Membres n'avaient pas présenté de notification au titre de cette disposition alors qu'ils étaient tenus de le faire pour le 30 septembre de chaque année. L'Administrateur du Répertoire central des notifications avait pourtant écrit aux Membres pour leur rappeler leurs obligations de notification et avait fourni à chaque Membre des précisions sur les notifications qui n'avaient pas été présentées en 1995 et sur celles qui devaient l'être pour 1996. Le Président a prié instamment les Membres qui ne s'étaient pas encore acquittés de cette obligation de présenter leurs notifications sans plus tarder.

17. La représentante des Communautés européennes a informé le Comité qu'elle souhaitait se réserver le droit de poser ultérieurement des questions sur les notifications présentées jusque-là au titre de l'article 7.3 car pour l'instant sa délégation se consacrait entièrement à la préparation de sa notification au titre dudit article.

18. Le représentant du Japon a dit que, comme le japonais était la langue officielle de son pays, des lois et réglementations nationales n'existaient que dans cette langue. C'est pourquoi la préparation de la notification au titre de l'article 7.3 nécessitait beaucoup de travail, en particulier pour la traduction du texte en anglais. Les autorités japonaises étaient prudentes quant à l'interprétation des termes juridiques employés dans la notification. Il se demandait si, en cas d'interprétation juridique d'une notification présentée dans une langue officielle de l'OMC, le texte anglais faisait foi à priori ou si les autorités japonaises pouvaient demander que l'on interprète le texte original des lois.

19. Le représentant du Secrétariat a répondu que, comme cette question devait être examinée dans le contexte des procédures de règlement des différends, il demanderait des précisions à la Division des affaires juridiques. Il a rappelé, à cet égard, que des groupes spéciaux chargés du règlement de différends avaient parfois reçu, à titre de complément d'information, des communications dans d'autres langues que les langues officielles de l'Organisation. Mais les procédures officielles se déroulaient dans les trois langues officielles.

20. Le représentant du Japon, précisant sa question, a demandé si le Japon pouvait réserver ses droits pour permettre à sa délégation d'apporter des corrections d'ordre terminologique à sa notification en se fondant sur le texte original en japonais.

21. Le représentant du Secrétariat a répondu que celui-ci s'appuierait sur le texte de la notification présentée par les autorités japonaises dans une langue officielle de l'OMC. En cas d'erreur dans la traduction en anglais de l'une quelconque des dispositions, le groupe spécial pourrait demander des éclaircissements et le Japon pourrait en apporter. Cela dépendrait de la nature du différend. Il souhaitait demander des précisions sur ce point à la Division des affaires juridiques.

22. Le représentant de l'Argentine a fait valoir que la question soulevée par le Japon avait valeur d'avertissement: la notification visée pourrait donner lieu à une procédure de règlement des différends. A propos de la langue dans laquelle la notification était rédigée, il a précisé qu'en cas de différend, le groupe spécial se reporterait aux textes de loi. La notification était simplement un élément initial

qui permettait aux Membres de comprendre la législation; la délégation japonaise n'avait donc pas de raison de s'inquiéter de la langue utilisée dans la notification.

23. Le représentant du Chili s'est associé aux remarques du délégué de l'Argentine. Il pensait que la réponse à la question posée par le Japon intéressait tous les Comités et, partant, cette question avait une portée plus générale.

24. Le représentant de la Corée a expliqué qu'en raison de problèmes de traduction, son pays n'avait pas non plus été en mesure de présenter sa notification dans les délais, mais il avait l'intention de répondre prochainement au questionnaire.

25. La représentante des Philippines a informé le Comité que sa délégation présenterait sa notification le jour même.

26. Le Comité a pris note des notifications ainsi que des questions soulevées par la délégation du Japon et des observations formulées.

d) Notifications au titre de l'article 5 de l'Accord (établissement de nouvelles procédures de licences d'importation ou modifications)

27. Le Président a informé le Comité que, depuis la dernière réunion, l'Argentine, les Communautés européennes, le Japon, le Nigéria et le Pakistan avaient présenté des notifications au titre de l'article 5. Ces notifications avaient été distribuées dans la série G/LIC/N/2/-.

28. Le Comité a pris note des notifications.

29. Le Président a également informé le Comité que le Secrétariat avait aussi reçu une notification de Hong Kong qui serait examinée à la réunion suivante.

30. Le Comité en est ainsi convenu.

C. Simplification des prescriptions concernant les données et normalisation des modes de présentation

31. Le Président s'est référé à la lettre que lui avait adressée le Président du Groupe de travail des obligations et procédures de notification, reproduite dans le document G/LIC/W/3. Cette lettre demandait l'identification des modes de présentation/questionnaires utilisés actuellement qui nécessitent la communication de renseignements allant au-delà des prescriptions spécifiques de l'accord pertinent et des suggestions concernant les domaines additionnels pour lesquels des modes de présentation/questionnaires pourraient être mis au point. La question avait été examinée à la réunion informelle que le Comité avait tenue le 1er octobre 1996. Le Président a rappelé que, pour parvenir à un accord sur les procédures de notification au titre de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, le Comité avait examiné, à ses deux premières réunions en 1995, les dispositions de l'Accord concernant les notifications. Il avait examiné en particulier la validité du questionnaire sur les procédures de licences d'importation visé à l'article 7.3 de l'Accord et avait adopté quelques révisions mineures. S'agissant de l'obligation de notifier l'établissement de procédures de licences d'importation ou les modifications apportées à ces procédures en application des paragraphes 1 et 3 de l'article 5, les renseignements à fournir dans les notifications étaient indiqués au paragraphe 2 dudit article. S'agissant des obligations de notification énoncées à l'article 1.4 a) (obligation de notifier les publications) et à l'article 8.2 b) (obligation de notifier les lois et règlements), le Comité n'avait pas jugé que c'était des domaines où il fallait élaborer des modes de présentation ou des questionnaires pour simplifier les prescriptions concernant les données.

32. Le Président a rappelé que, comme sa réunion formelle devait avoir lieu après la réunion finale du Groupe de travail des obligations et procédures de notification, le Comité l'avait autorisé, à sa réunion informelle du 1er octobre 1996, à répondre au Président du Groupe de travail pour lui communiquer les conclusions susmentionnées avant la présente réunion. Il a informé le Comité qu'en conséquence il avait répondu au Président du Groupe de travail.

33. Le Comité a pris note de cette information.

D. Procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents de l'OMC

34. Le Président s'est référé aux procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents de l'OMC adoptées par le Conseil général, qui figuraient dans le document WT/L/160/Rev.1. Les notifications présentées au Comité qui étaient distribuées dans la série G/LIC/N/- étaient désormais mises en distribution générale, sous réserve des dispositions du paragraphe g) de l'Appendice de la Décision du Conseil général qui reconnaissait à un Membre le droit de demander qu'un document communiqué par lui fasse l'objet d'une distribution restreinte. Le Président a proposé au Comité de prendre note de la Décision.

35. Le Comité a pris note de la Décision du Conseil général reproduite dans le document WT/L/160/Rev.1.

E. Rapport à la Conférence ministérielle de Singapour

36. Le Président a rappelé que le Comité était tenu de présenter un rapport au Conseil du commerce des marchandises en vue de la Conférence ministérielle de Singapour. Il a appelé l'attention sur le document G/LIC/W/4 qui contenait un projet de rapport établi par le Secrétariat conformément à la déclaration faite par le Président du Conseil général à sa réunion du 16 avril 1996 au sujet des procédures de présentation de rapports pour la Conférence ministérielle de Singapour (WT/L/145). Le projet de rapport avait ensuite été révisé pour tenir compte des observations faites par les délégations pendant les consultations informelles que le Comité avait tenues le 1er octobre 1996. Il a aussi appelé l'attention sur le rapport révisé distribué sous la cote G/LIC/W/4/Rev.1 pour examen et adoption à la présente réunion; il a précisé que le rapport serait mis à jour à la lumière des débats qui auraient lieu à cette réunion et pour tenir compte des notifications reçues jusque-là.

37. Le représentant du Japon a déclaré que sa délégation pourrait accepter le projet de rapport révisé. Toutefois, en ce qui concernait le paragraphe 13, il souhaitait réaffirmer le point de vue du Japon sur la question de l'applicabilité de l'Accord sur les procédures de licences d'importation aux contingents tarifaires. Il a rappelé que le Comité avait débattu cette question sans parvenir à un accord. La question avait été soumise au Groupe de travail des obligations et procédures de notification qui n'était pas non plus parvenu à un accord. Aussi sa délégation acceptait-elle le présent projet, étant entendu que le Comité ne s'était pas mis d'accord sur ce point.

38. Le représentant des Etats-Unis, se référant au paragraphe 13 du rapport où il était dit que "toutes les procédures de licences d'importation relevant de l'Accord devraient être notifiées au Comité des licences d'importation", a fait valoir que dans l'intervention du Japon, rien n'indiquait qu'il n'y avait pas d'accord sur ce point. S'agissant de l'administration des contingents tarifaires agricoles, les Etats-Unis maintenaient que ceux-ci constituaient des procédures de licences d'importation qui devaient être notifiées au Comité. Selon lui, la question avait été amplement discutée à la deuxième réunion du Comité, comme en témoignait le compte rendu de cette réunion.

39. La représentante de la Suisse a déclaré que sa délégation se joignait au consensus pour adopter le nouveau paragraphe 13 du rapport et le nouveau paragraphe 5 du document de travail de base établi

pour le premier examen biennal (G/LIC/W/5/Rev.1). Elle souhaitait néanmoins préciser la position de sa délégation sur ce point; elle a déclaré que la question de l'applicabilité de l'Accord sur les procédures de licences d'importation aux contingents tarifaires agricoles n'était pas encore clarifiée, ni au sein de ce Comité, ni dans certaines capitales, y compris la sienne. En attendant que cette question importante soit réglée, la Suisse, par souci de transparence, notifierait au Comité des licences ses contingents tarifaires agricoles, et cela par le biais d'un renvoi à sa notification faite au Comité de l'agriculture. Elle a souligné que cette notification serait effectuée pour des raisons de transparence et ne préjugerait en aucune manière de l'applicabilité matérielle de l'Accord sur les procédures de licences d'importation aux contingents tarifaires agricoles. Selon elle, l'Accord contenait des prescriptions utiles en tant que lignes directrices pour toutes les procédures de licences d'importation, y compris l'administration des contingents tarifaires agricoles. Par conséquent, il serait essentiel de déterminer si les contingents tarifaires agricoles entraient dans le champ d'application de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Le cas échéant, la question se poserait de savoir si cet accord exigeait la notification de renseignements supplémentaires en plus de ceux déjà fournis au titre de l'Accord sur l'agriculture. Elle proposait que le Comité analyse plus en détail ces questions en 1997 afin d'y apporter une réponse définitive.

40. Le représentant de l'Argentine a déclaré qu'il approuvait le texte du paragraphe 13. Comme il l'avait dit à l'occasion des consultations informelles sur ce point, l'Argentine pensait que le débat était clos. A son avis, les informations relatives aux licences d'importation liées aux contingents agricoles devaient être communiquées aux deux Comités. Répondant à la délégation suisse, il a fait remarquer que les informations contenues dans les notifications sur l'administration des contingents agricoles qui étaient présentées au Comité de l'agriculture étaient différentes de celles qui devaient être fournies à ce Comité au titre de l'article 5.2. Les informations qu'il fallait communiquer à ce Comité étaient plus complètes que celles qui devaient être données dans les notifications à présenter au Comité de l'agriculture au sujet de la mise en oeuvre des possibilités d'accès aux marchés mentionnées au point b) du tableau MA:1 et d'autres aspects relatifs aux contingents. A cet égard, il a appelé l'attention sur le paragraphe 28 du rapport du Groupe de travail des obligations et procédures de notifications³, qui avait conclu que les efforts visant à supprimer un double emploi éventuel n'étaient pas justifiés. Selon lui, les informations communiquées au Comité de l'agriculture ne permettraient pas de vérifier si les Membres s'acquittaient ou non de leurs obligations au titre de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. En effet, ces informations devraient servir à vérifier que les mécanismes mis en place pour l'administration des contingents tarifaires n'allaient pas à l'encontre des engagements pris dans le cadre du Cycle d'Uruguay en matière d'accès aux marchés. Il était de ce fait inacceptable, selon lui, que certains Membres veuillent encore exclure certains mécanismes de licences d'importation des obligations découlant de l'Accord sur les licences d'importation.

41. La représentante de l'Australie a dit qu'elle approuvait le libellé actuel du paragraphe 13 et a fait remarquer, comme l'avaient souligné d'autres délégations, qu'il ne s'agissait pas de rouvrir le vaste débat qui avait été engagé lors des consultations informelles. Le paragraphe 13 exprimait parfaitement sa perception des choses, à savoir que toutes les procédures de licences d'importation entrant dans le champ de l'Accord devaient être notifiées. On était bel et bien parvenu à un accord sur ce point. L'Australie maintenait que les procédures de licences d'importation utilisées dans le cadre de contingents tarifaires agricoles entraient dans le champ d'application de l'Accord et appuyait sans réserve la position de l'Argentine. A cet égard, elle a fait remarquer en particulier que les notifications présentées au Comité de l'agriculture ne permettaient pas de juger de la conformité des procédures de licences d'importation utilisées avec l'Accord sur les licences d'importation.

³G/L/112.

42. Le représentant du Canada a dit que, comme l'avait noté la déléguée de l'Australie, le libellé du paragraphe 13 reconnaissait que toutes les procédures de licences d'importations relevant de cet accord devraient être notifiées et qu'il y avait un large accord sur ce point au sein du Comité. S'il y avait désaccord, c'était sur ce qui en découlait pour les contingents tarifaires agricoles. Cela avait été consigné dans le compte rendu des précédentes réunions du Comité.

43. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que sa délégation acceptait elle aussi le libellé actuel du paragraphe 13. La Nouvelle-Zélande maintenait sa position, exposée dans le compte rendu de la deuxième réunion, et elle partageait le point de vue de l'Argentine, de l'Australie, du Canada et des Etats-Unis, selon lequel il était admis que les procédures de licences d'importation, y compris celles qui concernaient les contingents tarifaires agricoles, devraient être notifiées à ce Comité.

44. Répondant à plusieurs délégations, le Président a fait savoir que les informations contenues dans le document seraient mises à jour pour tenir compte des notifications reçues par le Secrétariat jusqu'au 28 octobre 1996.

45. Le Comité a pris note des déclarations faites. Il est convenu d'adopter son rapport à la Conférence ministérielle de Singapour et de le présenter au Conseil du commerce des marchandises à sa réunion du 1er novembre 1996.⁴

F. Premier examen biennal de la mise en oeuvre et du fonctionnement de l'Accord au titre de l'article 7.1

46. Le Président a rappelé que, conformément à l'article 7.1 de l'Accord, le Comité était convenu d'examiner tous les deux ans la mise en oeuvre et le fonctionnement de l'Accord, en tenant compte de ses objectifs et des droits et obligations qui y sont énoncés, et de procéder au premier examen biennal à sa réunion du 23 octobre 1996. Un projet de document de travail de base contenant des informations factuelles avait été établi par le Secrétariat et distribué sous la cote G/LIC/W/5. Une version révisée de ce document, tenant compte des observations formulées lors des consultations informelles tenues le 1er octobre, avait ensuite été distribuée sous la cote G/LIC/W/5/Rev.1. Le Président a indiqué que le document serait mis à jour à la lumière des débats qui auraient lieu à cette réunion.

47. Le représentant des Etats-Unis a proposé d'ajouter dans la section B, après le paragraphe 5, un paragraphe disant que, dans l'ensemble, l'application des procédures de notification avait laissé à désirer et que le Comité reconnaissait l'importance des notifications pour la mise en oeuvre efficace et le bon fonctionnement de l'Accord. Le fait que de nombreux Membres n'avaient pas présenté de notifications avait entravé le travail du Comité pendant la période considérée. Il a relevé à cet égard que, sur les 24 pays en développement Membres qui s'étaient prévalus des dispositions de l'Accord permettant une application différée, quatre seulement s'étaient acquittés de leur obligation de notification. Il a souligné que l'invocation de ces dispositions permettait seulement à ces pays de différer, pendant un certain temps, l'application de certaines prescriptions concernant les procédures de licences d'importation automatiques, mais ne les dispensait pas de l'obligation de présenter des notifications.

48. Le Comité a pris note des observations formulées. Il est convenu d'ajouter un nouveau paragraphe, comme l'avaient proposé les Etats-Unis.

⁴Le rapport mis à jour a été distribué sous la cote G/L/127.

49. Le Comité a conclu le premier examen biennal auquel il a procédé conformément à l'article 7.1 de l'Accord en s'appuyant sur le document de travail de base établi par le Secrétariat (G/LIC/W/5/Rev.1).⁵

G. Dates provisoires des réunions du Comité en 1997

50. Le Président a informé le Comité que, dans le cadre de l'établissement d'un calendrier des réunions pour 1997, le Secrétariat avait proposé que les deux prochaines réunions du Comité des licences d'importation aient lieu le 22 avril 1997 (à 10 heures) et le 15 octobre 1997 (à 10 heures), étant entendu que d'autres réunions seraient organisées si besoin était.

51. Le Comité a approuvé les deux dates proposées.

⁵Le document a été mis à jour à la lumière des débats qui ont eu lieu à cette réunion et a été distribué sous la cote G/LIC/5 et Corr.1.